

Délibération n° 2021-02-10/14

Objet : Tableau des emplois – mise à jour

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU MERCREDI 10 FEVRIER 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le mercredi dix février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le jeudi 4 février 2021, s'est réuni à 14 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Patricia NIVESSE - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR

Absents représentés : Olivier BOUDET *pouvoir à* Mario Marcou - Colette MORETEAU *pouvoir à* Marc PELLET - Pascale MARCHAL *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Benoît DELTOUR *pouvoir à* Christiane PISTRE - Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Xavier MIRAULT - Laurie BELTRA *pouvoir à* Jean-Pierre RICO - Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Cathy PROST *pouvoir à* Caroline SAROCHAR.

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Rapporteur : Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le protocole d'Accord relatif à l'avenir de la fonction publique : modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations ;

Vu le Décret n° 2016-1382 du 12 octobre 2016 modifiant le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu le Décret n° 2016-594 du 12 mai 2016 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-595 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires des cadres d'emplois sociaux de catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-597 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires des cadres d'emplois médico-sociaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-598 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions statutaires de certains cadres d'emplois médico-sociaux de catégorie A de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-599 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2013-489 du 10 juin 2013 portant statut particulier du cadre d'emplois des conseillers territoriaux socio-éducatifs ;

Vu le Décret n° 2016-600 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions indiciaires applicables à certains cadres d'emplois médico-sociaux de la catégorie A de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-601 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-602 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux cadres d'emplois sociaux de catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-603 du 12 mai 2016 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux cadres d'emplois médico-sociaux de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le Décret n° 2016-605 du 12 mai 2016 modifiant le décret n° 2013-492 du 10 juin 2013 portant échelonnement indiciaire applicable aux conseillers territoriaux socio-éducatifs ;

Vu la délibération n° 2017-12-14/17 relative à la modification du tableau des effectifs, et plus précisément la mise à jour du tableau des emplois permanents de la collectivité ;

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Considérant que les contrats aidés (CUI-CAE-CEA) ne font pas l'objet de création de poste et ne nécessitent pas l'inscription sur le tableau des emplois,

Considérant que les contrats d'apprentissage font l'objet d'une délibération spécifique du conseil municipal,

Considérant que les accroissements temporaires d'activité ne font pas l'objet de création de poste et ne nécessitent pas l'inscription sur le tableau des emplois,

Considérant la nécessité de rétablir le tableau des emplois permanents suite à la mise en place du PPCR (parcours professionnel, carrières et rémunérations),

Il appartient au Conseil municipal de fixer l'effectif **des emplois permanents** nécessaires au fonctionnement des services.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents présentés sur les tableaux ci-dessous, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3-2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

territoriale et de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique (article 21), à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé dans les 3 catégories d'emploi (A, B, C).

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
CABINET DU MAIRE & DES ELUS	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00		2	2
	REDACTEUR	100,00		1	1
	TECHNICIEN	100,00		1	1
	TECHNICIEN PRINCIPAL 2ème CLASSE	100,00	1		1
Total CABINET DU MAIRE & DES ELUS			1	4	5
DGS	ATTACHE PRINCIPAL	100,00		1	1
Total DGS				1	1
DIRECTION DE LA FISCALITE ET DU PORT	ATTACHE PRINCIPAL	100,00		1	1
Total DIRECTION DE LA FISCALITE ET DU PORT				1	1
DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DE LA SECURITE ET DE LA PROXIMITE	ADJOINT TECHNIQUE	100,00		3	3
	BRIGADIER CHEF DE POLICE MUNICIPALE	100,00	3	1	4
	BRIGADIER CHEF PRINCIPAL DE POLICE MUNICIPALE	100,00		7	7
	CHEF DE POLICE MUNICIPALE	100,00	1		1
	CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE	100,00	1		1
	CHEF DE SERVICE PRINCIPAL DE 2ème CLASSE DE POLICE MUNICIPALE	100,00		1	1
	GARDIEN BRIGADIER DE POLICE MUNICIPALE	100,00		4	4
Total DIRECTION DE LA SECURITE ET DE LA PROXIMITE			5	16	21

DIRECTION DE LA SOLIDARITE	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00	1		1
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
	ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DE LA SOLIDARITE			1	2	3

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DE L'EDUCATION ENFANCE JEUNESSE	ADJOINT ADMINISTRATIF PPAL. DE 1ERE CLASSE	100,00	1		1
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00	2		2
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	100,00		2	2
	ADJOINT ANIMATION	50,00	1	3	4
		70,00		1	1
		71,00		1	1
		80,00		6	6
		100,00	1	17	18
	ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DE L'EDUCATION ENFANCE JEUNESSE	ADJOINT ANIMATION PRINCIPAL 2EME CLASSE	50,00	3		3
		71,43	1		1
		80,00	2		2
		100,00	1	6	7
	ADJOINT TECHNIQUE	80,00		1	1
		100,00	1	8	9
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		2	2
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	100,00	2	5	7
	AGENT DE MAITRISE	100,00	1	11	12
	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	100,00		2	2
	AGENT SOCIAL	100,00	4	8	12
	AGENT SOCIAL PRINCIPAL 2EME CLASSE	100,00	1	2	3

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DE L'EDUCATION ENFANCE JEUNESSE	ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
	ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	27,50		1	1
		42,50	1		1
		50,00		1	1
		75,00		1	1
		100,00	1	2	3
	ASSISTANT ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	50,00		1	1
		100,00		1	1
	ATSEM	100,00		1	1
	ATSEM PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00	1	2	3
	ATTACHE	100,00		1	1
	ATTACHE PRINCIPAL	100,00	1		1

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DE L'EDUCATION ENFANCE JEUNESSE	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPAL DE 2ème CLASSE	100,00	2		2
	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE DE 1ère CLASSE	100,00		1	1
	AUXILIAIRE DE PUERICULTURE PRINCIPALE DE 2EME CLASSE	100,00	1	1	2
	AUXILIAIRE DU PUERICULTURE PRINCIPALE DE 1ERE CLASSE	100,00		3	3
	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS	100,00	2		2
	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS DE PREMIERE CLASSE	100,00		1	1
	EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS DE DEUXIEME CLASSE	100,00		2	2
	EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
	INFIRMIERE DE CLASSE NORMALE	43,00	1		1
	PUERICULTRICE DE CLASSE NORMALE	100,00		1	1
	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
	TECHNICIEN	100,00	1		1
Total DIRECTION DE L'EDUCATION ENFANCE JEUNESSE			32	99	131

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES, PROCEDURES ET QUALITE	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		3	3
	AGENT DE MAITRISE	100,00		1	1
	ATTACHE PRINCIPAL	100,00		2	2
	REDACTEUR	100,00	2		2
	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES, PROCEDURES ET QUALITE			2	7	9
DIRECTION DES FINANCES	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00		1	1
	ATTACHE PRINCIPAL	100,00		1	1
	REDACTEUR	100,00	1		1
	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DES FINANCES			1	3	4
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'EMPLOI	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00		1	1
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		2	2
	ATTACHE	100,00	1	1	2
	ATTACHE PRINCIPAL	100,00	1		1
	REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'EMPLOI			2	5	7

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES	ADJOINT TECHNIQUE	100,00		2	2
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		2	2
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	60,00		1	1
		100,00		3	3
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ère CLASSE	100,00	4		4
	AGENT DE MAITRISE	100,00		4	4
	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	100,00	1	5	6
	INGENIEUR PRINCIPAL	100,00		1	1
	REDACTEUR	100,00		1	1
	TECHNICIEN	100,00	2		2
Total DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES			7	19	26
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE LA COHESION SOCIALE	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00		1	1
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	100,00	1	2	3
	ATTACHE	100,00	1		1
	INGENIEUR PRINCIPAL	15,00		1	1
	REDACTEUR	100,00	1		1
	TECHNICIEN PRINCIPAL 2ème CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE LA COHESION SOCIALE			3	6	9

DIRECTIONS	RECLASSEMENT NOUVEAU GRADE	TAUX EMPLOI POSTE	POSTES NON POURVUS	POURVUS	TOTAL GENERAL
DIRECTION DU RAYONNEMENT TERRITORIAL, TRADITIONS ET ANIMATIONS	ADJOINT ADMINISTRATIF	100,00		1	1
	ADJOINT ANIMATION	100,00		1	1
	ADJOINT TECHNIQUE	100,00		6	6
	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	100,00		2	2
	AGENT DE MAITRISE	100,00		1	1
	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	100,00		2	2
	TECHNICIEN	100,00	2		2
Total DIRECTION DU RAYONNEMENT TERRITORIAL, TRADITIONS ET ANIMATIONS			2	13	15
DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE ET CITOYENNETE	CHEF DE SERVICE DE POLICE MUNICIPALE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	100,00		1	1
Total DIRECTION DE LA PROTECTION CIVILE ET CITOYENNETE				1	1
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	ASSISTANT SOCIO EDUCATIF DE PREMIERE CLASSE	100,00		1	1
Total CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE				1	1
Total général			56	178	234

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le tableau des effectifs permanents, présenté ci-dessus.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer les arrêtés individuels d'intégration directe.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 25 voix (L. Taton – C. Sarochar – C. Prost).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 10 février 2021
Le Maire
Jean-Pierre RICO

